

A la Chambre des députés,
le débat continue
sur la réforme électorale.

LE CHANCELIER RENNER EST PARTI HIER SOIR POUR VIENNE

EXCELSIOR

10^e Année. — N^o 3217. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

23, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI

11

SEPTEMBRE

1919

Trois choses acquièrent du prix de trois circonstances : secourir les malheureux quand on a faim ; dire la vérité quand on est en colère ; pardonner quand on est puissant.

USCHENK

LE TRAITÉ DE PAIX AVEC L'AUTRICHE A ÉTÉ SIGNÉ HIER A SAINT-GERMAIN



LE TRAITÉ APPORTE PAR LES ATTACHÉS DU PROTOCOLE



M. BALFOUR TRAVERSE LA COUR DU CHATEAU



ARRIVÉE DE MM. LAFFERRE, CLEMENCEAU ET TARDIEU



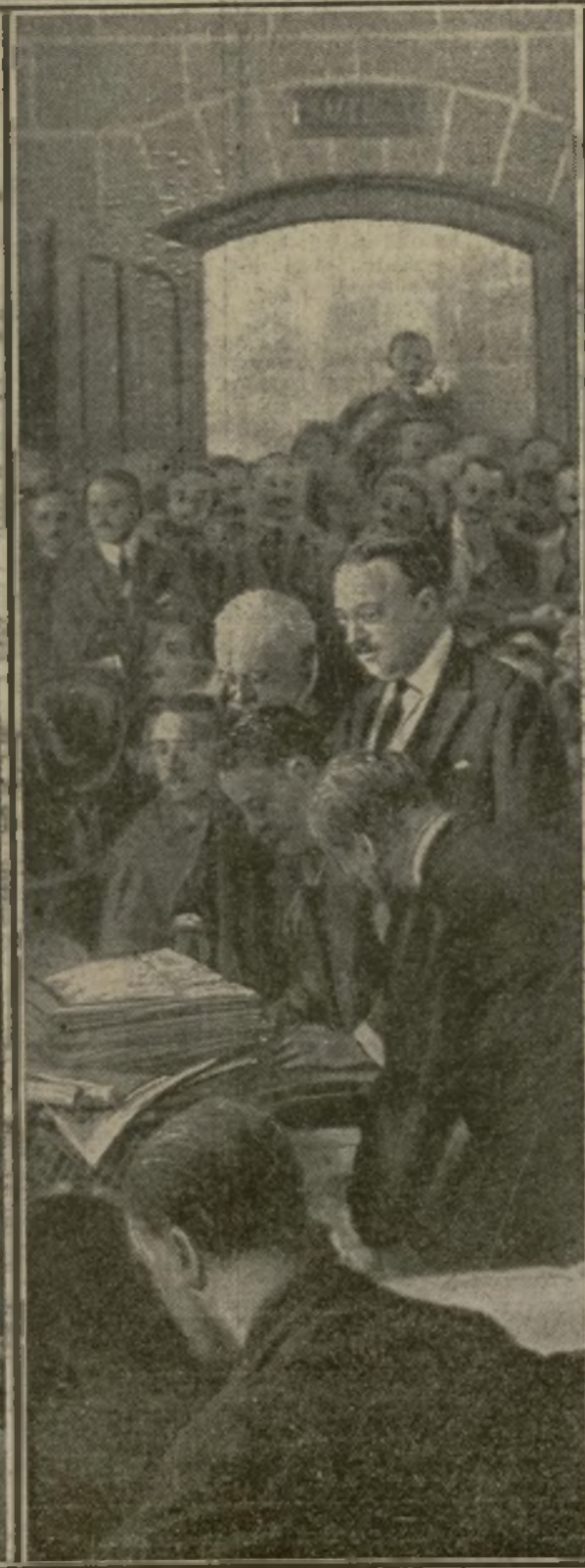
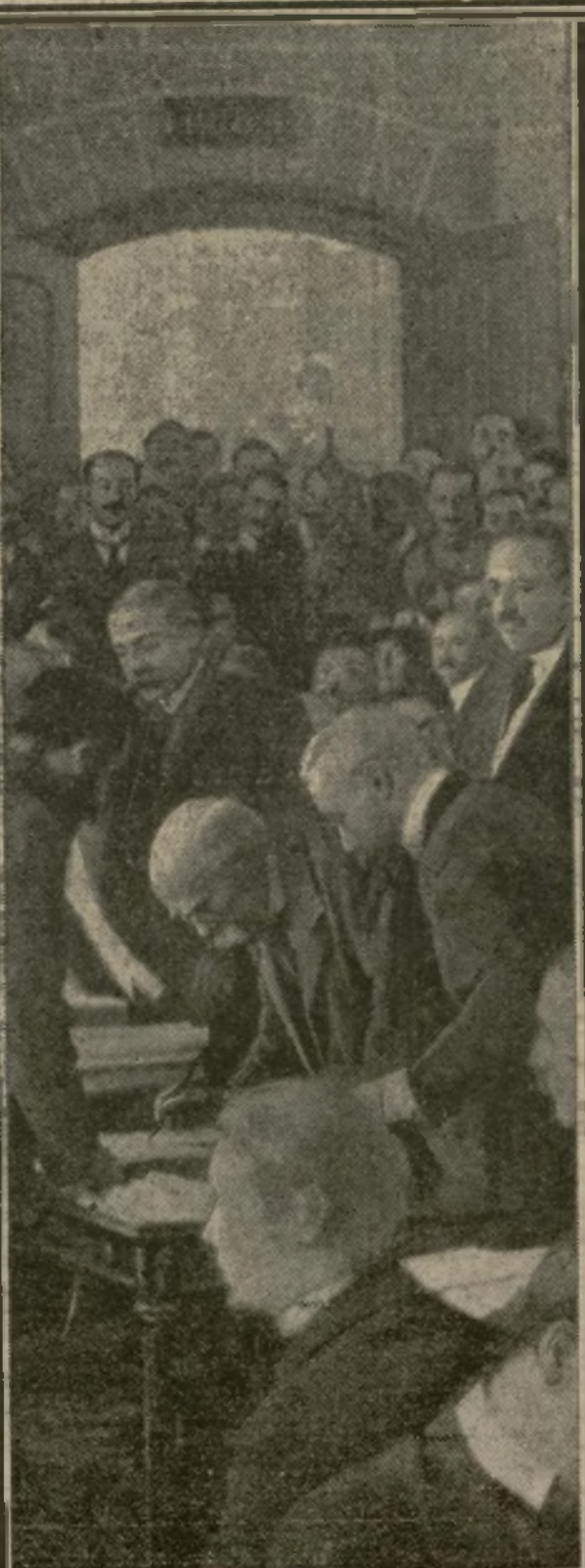
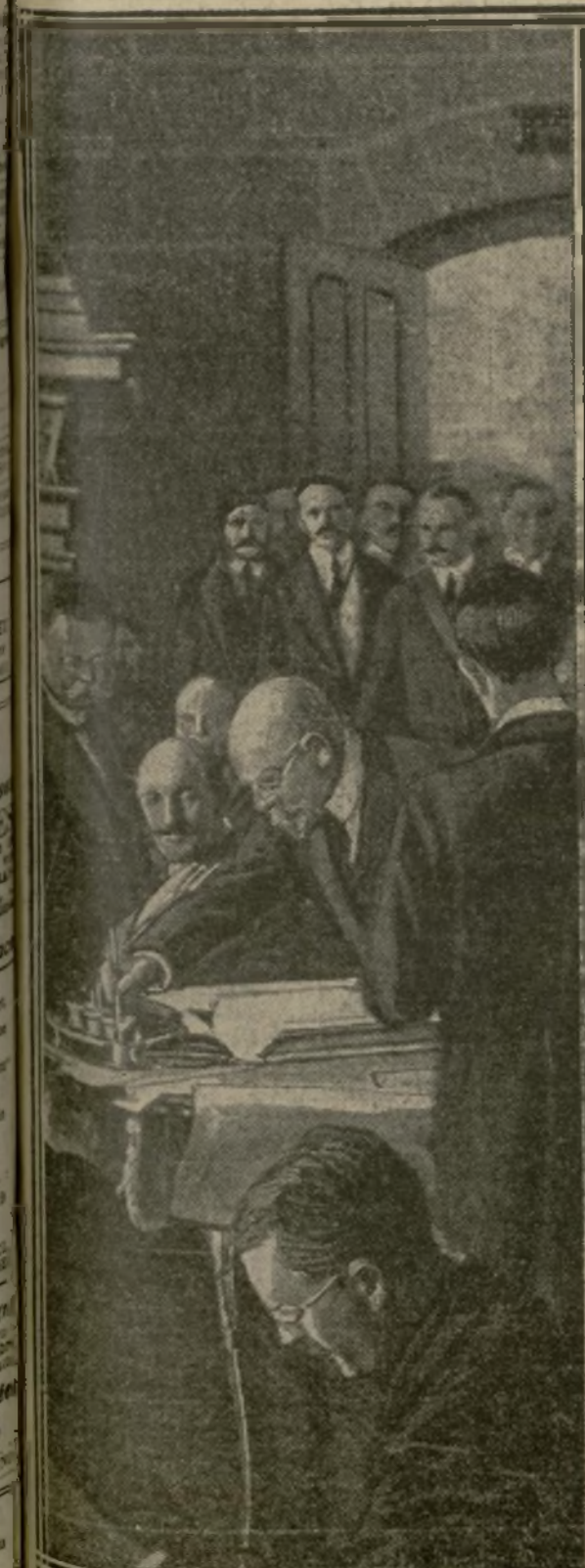
LE GÉNÉRAL BLISS QUITTE LE CHATEAU



LE DÉPART DU CHANCELIER AUTRICHIEN RENNER



M. DE FOUQUIÈRES ET UN OFFICIER REMPORTENT LE TRAITÉ



LA SIGNATURE DU TRAITÉ PAR LES PLÉNIPOTENTIAIRES : 1^o M. RENNER ; 2^o M. CLEMENCEAU ; 3^o M. PICHON ; 4^o MM. CAMBON, KLOTZ ET TARDIEU ; 5^o M. TITTONI

Les premiers délégués arrivèrent à Saint-Germain à 9 h. 30. A 9 h. 55, la garde d'honneur, qui présentait les armes, reçut l'ordre de se retirer. On n'attendait plus à ce moment que les délégués autrichiens. Ceux-ci arrivèrent à 10 heures. Ils se rendirent immédiatement à la salle de l'Age de pierre, où étaient déjà réunis les plénipotentiaires alliés — sauf les Roumains et les Yougo-Slaves — et allèrent se placer devant la cheminée. M. Clemenceau, qui présidait, se leva et prononça une courte allocution. A 10 h. 15, précédé de M. Pierre de Fouquières, le chancelier Renner s'avança vers la table où était déposé le traité et signa le premier. A 11 h. 10, M. Clemenceau ayant déclaré la séance levée, le chancelier Renner, qui avait suivi les détails de la cérémonie, se retira, tandis qu'une compagnie d'honneur présentait les armes.

LA CÉRÉMONIE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

LE TRAITÉ DE PAIX AVEC L'AUTRICHE A ÉTÉ SIGNÉ HIER MATIN A 10 H. 15

Les délégués de la Roumanie et de la Yougo-Slavie n'assistaient pas à cette solennité. Le Conseil suprême a décidé de leur laisser jusqu'à samedi pour faire connaître leurs intentions définitives.

LE CHANCELIER RENNER EST PARTI HIER SOIR POUR VIENNE

Une nouvelle date historique : le 10 septembre, et un nouveau traité : celui de Saint-Germain. La signature de la paix avec l'Autriche a été la répétition de la cérémonie de Versailles, dans un cadre moins ample et une atmosphère de moins froide solennité.

De Paris à Saint-Germain, des agents et des dragons surveillaient la route, et, aux carrefours, assuraient l'aide de signaux, la sécurité des automobiles officielles qui circulaient à toute allure. Dans les agglomérations : Nanterre, Reuilly, Châtou, Le Vésinet, Le Pecq, des curieux en petit nombre, car il est tôt, regardent le défilé des cocardes et des fanions qui disparaissent dans un nuage de poussière. Devant le château-musée, ce vaste monument de pierres et de briques, la foule est facilement maintenue par le service d'ordre, et des spectateurs massés sur les marches et le parvis de l'église sont aux premiers loges. Des ombrelles. Belle journée, et triomphant de la brève brume matinale, le soleil est ici ardent. Parmi les personnalités accréditées ou porteurs de cartes spéciales, bon nombre arrivent simplement par le chemin de fer. Dans la cour, où l'on accède par le pont ou la passerelle, c'est le groupe ordinaire des photographes, des tourneurs de films et des journalistes. Quelques-uns veulent voir ou revoir la salle de l'âge de pierre avant la séance, mais ce jour-ci était permis hier ne peut l'être aujourd'hui.

La première délégation arrive à 9 h. 25 avec M. Alfonso Costa, délégué portugais. Elle est suivie de près par l'Italie. Comme pour la cérémonie de la réception des délégués, M. Tilton, accompagné de son chef de cabinet civil, M. Pagliano, reçoit deux hautes gerbes de fleurs : roses, gladioli, marguerites et pivoines, arborées d'un ruban portant cette inscription en lettres d'or : « A l'Italie victorieuse ».

Voici, les uns derrière les autres, M. Pichon, le général Biss, M. Balfour, M. Klotz, M. Vandervelde, M. Hymans, M. Polk, ambassadeur des États-Unis ; M. Padewski, M. Laferrière, M. Benes, etc. M. Clemenceau arrive à 9 h. 55 avec M. Tardieu et le général Mordacq. Tenues diverses : les uns uniquement choisies pour la cérémonie, les autres tenant compte qu'elle se déroule le matin. M. Clemenceau est en jaquette noire et en chapeau melon, mais la redingote et le haut de forme l'emportent par le nombre. Le baron Sinha, représentant de l'Inde, a la tête hautement entourée d'une soule étoffe kaki.

L'élément féminin est gracieusement représenté par Mmes Tilton et Padewski et quelques ambassades en toilettes élégantes et simples.

Devant chaque délégation, sur le signe d'un discret maître des cérémonies reconnaissant de loin chaque personnage, un commandement bref et martial fait présenter les armes au piquet chargé de rendre les honneurs. Celui-ci s'est retiré dans la salle des Gardes lorsque paraissent les délégués autrichiens. Le chancelier Renner — redingote, haut de forme, lunettes et sourire — échange quelques mots avec le commandant Bourgeois, chef de la mission militaire française, et un officier italien. Derrière lui, défilent et se succèdent, dans la physionomie de gens conviés à une solennité ennuyeuse, mais purement protocolaire, Les grandes émotions intérieures ne se reflètent pas sur ces visages. Il est 10 h. 10, et il ne leur a fallu que quelques minutes pour franchir en automobile la distance qui sépare le château du pavillon Henri IV, que le chancelier quittera ce soir.

DANS LA SALLE DE L'ÂGE DE PIERRE

Dès 9 h. 30, les plénipotentiaires commencent à pénétrer dans la salle de l'âge de pierre. M. Tilton, chef de la délégation italienne, s'installe un des premiers. Puis

LE GÉNÉRAL FRANCHET D'ESPEREY A PARIS

Le général Franchet d'Esperey, commandant en chef de l'armée d'Orient, est arrivé hier après-midi, à la gare de Lyon, par l'Orient-Express, venant de Bucarest. Après avoir franchi la frontière suisse entre Vallorbe et Fraane, le convoi commença à prendre du retard ; finalement, il resta en détresse dans une station, et n'arriva en gare à Paris qu'à 17 h. 30, ayant six heures cinquante et une minutes de retard.

En descendant de son compartiment, le général fut accueilli par le colonel de chasseurs à pied Fournier et les commandants Lucien, Denain et Cartier.

Nous aurions désiré obtenir du général Franchet d'Esperey quelques impressions



LE G. FRANCHET D'ESPEREY PARLANT AVEC NOTRE COLLABORATEUR

arrivent MM. Kramar et Benes, délégués tchéco-slovaques, et M. Padewski.

Les invités prennent place sur les chaises disposées le long du grand côté de la salle, face au président.

En attendant l'ouverture de la séance, les plénipotentiaires donnent des autographes et causent entre eux.

Les premiers délégués français qui font leur entrée dans la salle sont MM. Klotz et Cambon, accompagnés de M. Henry Simon, ministre des Colonies ; M. Laferrière, ministre de l'Instruction publique ; M. Haux, préfet de police ; général Mordacq.

A 9 h. 58 arrive M. Clemenceau, en compagnie de M. Pichon.

Les places des délégués roumains et yougo-slaves sont inoccupées. On en conclut que les représentants de ces deux nations s'abstiendront de signer le traité.

M. Clemenceau préside, ayant à sa gauche M. Balfour et les délégués britanniques et japonais, à sa droite M. Polk, les délégués américains, français et italiens. Les autres plénipotentiaires sont rangés autour de la table en fer à cheval. Le chancelier Renner et les représentants autrichiens devant s'asseoir devant la cheminée monumentale, à la place qu'occupait M. Clemenceau lors de la remise des conditions de paix.

A 10 h. 10, les plénipotentiaires allés avant tous pris leur place, le chancelier Renner, unique plénipotentiaire d'Autriche, est introduit, accompagné de MM. Fichhoff et Maryhauser.

Le chancelier se tient devant la cheminée.

M. Clemenceau se lève alors et dit :

« La séance est ouverte. Les négociations sont terminées, qui ont eu pour objet d'établir l'accord entre les puissances alliées et associées et l'Autriche pour la conclusion de la paix. J'ai signé une pièce attestant que le texte qui va être signé est conforme à celui qui a été remis à la délégation autrichienne. Au nom des puissances alliées et associées, j'invite le chancelier Renner à bien vouloir signer le traité ».

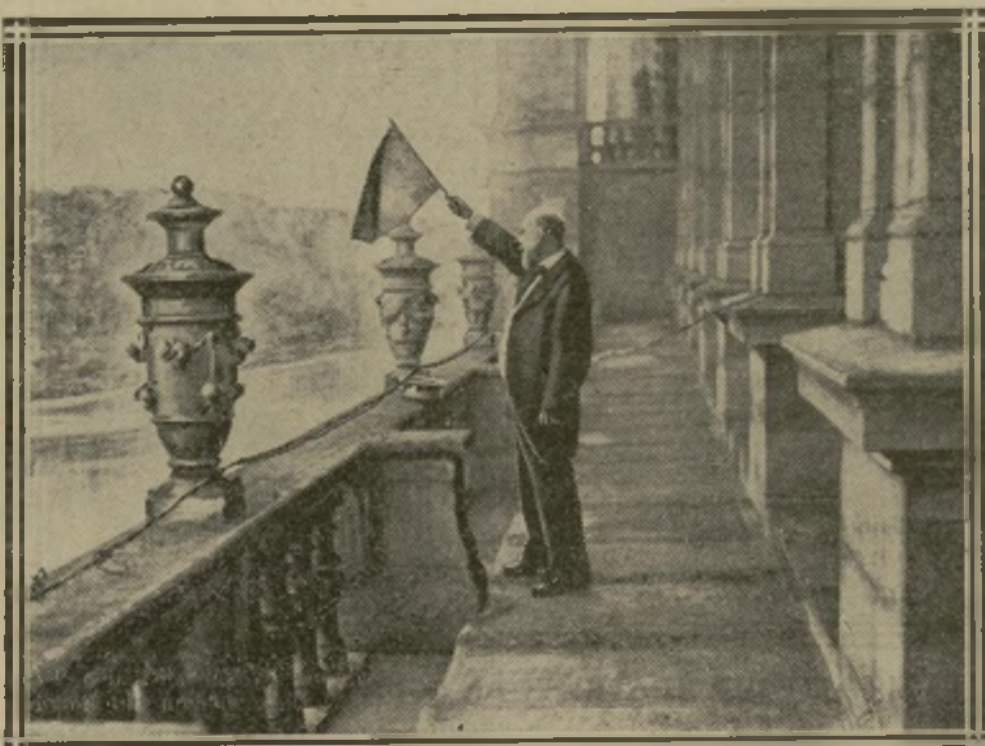
Et le chancelier Renner, précédé par M. de Fouquières, du protocole, s'avance en redingote noire vers le milieu de la salle, où, sur une table spéciale, est déposé le traité. Il s'assoit et, impassible, sans aucune émotion, il appose sa signature sur le traité, sur le protocole, sur les deux déclarations relatives au maintien du blocus de la Hongrie et à la déclaration des navires coulés par les forces navales autrichiennes qui y sont jointes, sur les conventions coloniales, les arrangements financiers, etc., puis, avec la même impassibilité, le chancelier regagne sa place. Il est 10 h. 15.

C'est maintenant au tour des plénipotentiaires alliés de signer le traité. Les premiers qui accomplissent cette formalité sont les représentants de l'Amérique, MM. F.-L. Polk, H. White et le général T.-H. Bliss. Puis, viennent successivement apposer leur signature : les plénipotentiaires britanniques, ceux des Dominions, ceux de la France : MM. Clemenceau, Pichon, Klotz, Tardieu, Cambon ; ceux de l'Italie, du Japon, de la Belgique, de la Chine ; celui de Cuba, les deux plénipotentiaires grecs, celui du Nicaragua et celui du Panama ; ceux, enfin, de la Pologne, du Portugal, du Siam et de la Tchéco-Slovaquie.

Lorsque la délégation française a signé le traité, il était exactement 10 h. 35. En regagnant sa place, M. Clemenceau a très cordialement serré la main à MM. Padewski, président du Conseil tchéco-slovaque, qui se trouvaient sur son passage.

Nous avons dit que les places des délégués yougo-slaves et roumains étaient restées vides. Les plénipotentiaires de ces deux puissances n'ayant pas eu le temps matériel nécessaire pour recevoir les instructions de leurs gouvernements respectifs, le Conseil suprême a décidé de leur laisser jusqu'à samedi pour faire connaître leurs intentions définitives.

Les délégués tchéco-slovaques signent les derniers. A 11 h. 10, M. Clemenceau se lève



Un attaché du Quai d'Orsay agite un drapeau rouge pour donner aux artilleurs l'ordre de tirer... mais les canons demeurent silencieux.

à nouveau et prononce ces paroles : « Messieurs, toutes les signatures étant échangées, la séance est levée ».

Des salves devaient être tirées par des canons au moment précis de la signature. Un envoyé du Quai d'Orsay agita, du haut du balcon qui domine le parc, un petit drapeau rouge, pour aviser les artilleurs de faire partir les coups. Aucun écho ne répondit à ce signal.

A 11 h. 15 se produisent les premiers départs, et l'on voit réapparaître les hauteurs de la ville au-dessus des casques. M. Renner a un sourire plus large, montant jusqu'aux yeux, derrière les lunettes. C'est la physionomie d'un homme pour qui l'amabilité est la suprême correction. La garde, celle fois, rend les honneurs à ceux qui viennent de signer. Par petits groupes la salle se vide. L'importante et imposante cérémonie n'a pas duré beaucoup plus longtemps qu'un lunch officiel, et il est l'heure d'aller déjeuner.

CE QUI A ÉTÉ SIGNÉ

Ainsi qu'on l'a pu voir par l'heure à laquelle a commencé la séance et celle à laquelle elle a pris fin, la cérémonie de la signature du traité a duré une heure, pendant laquelle les délégués ont eu à signer :

- 1° Le traité ;
- 2° Un protocole au traité ouvrant un délai de trois jours pour apposer de nouvelles signatures ;
- 3° Quatre conventions coloniales, concernant : a) le commerce des spiritueux en Afrique ; b) la trafic des opium et morphine ; c) la révision de l'acte de Berlin ; d) la révision de l'acte de Bruxelles ;
- 4° Deux déclarations relatives aux questions coloniales, en attendant la mise en vigueur des conventions précédentes ;
- 5° Deux arrangements financiers, dont l'un porte sur les réparations dues à l'Italie, et l'autre sur la répartition de la dette autrichienne.

Les représentants des grandes puissances et

DÉCLARATIONS DU CHANCELIER RENNER

A l'issue de la séance de la Conférence, le chancelier Renner a bien voulu répondre aux diverses questions qui lui ont été posées :

— Quelle est la ligne politique que la jeune République autrichienne compte suivre vis-à-vis de la France ?

— Je l'ai tout de suite, Vienne a eu un penchant marqué pour Paris. L'histoire impitoyable a fait de nous parfois des adversaires, mais jamais des ennemis. L'Autrichien ne sait pas haïr. Il aime respecter celui qui doit le combattre, et il aime aussi celui qui, après un duel, un Autrichien lui refuse la main à son adversaire. L'estime accordée au vaincu ne hausse le succès du vainqueur. C'est nous les vaincus.

Pourtant, le malheur nous a rendu la liberté. Il nous a affranchis du joug d'une dynastie dont, depuis trois générations, n'est issu aucun homme de valeur. Nous nous affranchissons de l'Autriche, mais nous ne nous affranchissons pas de l'Europe. Nous ne nous affranchissons pas de l'Europe.

C'est presque un soulagement de penser que la tâche d'une entente avec ces nations incombe maintenant à autrui. Acteurs d'hier, nous devons de nous maintenant que des spectateurs passifs. Nous voilà désormais seuls avec nous-mêmes, libres de bâtir comme bon nous semble la maison qui nous est propre.

Hélas ! cette œuvre n'est guère facile. Tout nous fait défaut. Nous avons un foyer, il est vrai ; mais le charbon nous manque ; nous avons un atelier, mais nous ne trouvons les matières premières ; nous avons un coffre-fort, mais, pour le moment, il ne renferme que du papier. Le jour de 10 septembre, date mémorable de Saint-Germain, restera dans l'histoire de notre peuple comme un souvenir douloureux, mais, au milieu de notre détresse, nous voyons s'élever une voie nouvelle. Enfin, il nous sera possible d'être entendus par les grandes puissances. Si la France veut bien nous prêter son aide efficace, le nom de Saint-Germain évoquera bientôt dans nos cœurs des sentiments qui adoucissent l'amertume de l'heure que nous venons de vivre.

LE DÉPART DU CHANCELIER

SAINT-GERMAIN, 10 septembre. — Le chancelier Renner a quitté Saint-Germain à 17 h. 50. Il rentre à Vienne, accompagné de MM. Fichhoff, Worth, Zifferer et Linn-dorff.

A 17 heures, M. Chaleil, préfet de Seine-et-Oise, est venu saluer le chancelier, au nom du gouvernement de la République.

Hier à Saint-Germain, comme chargé d'affaires, M. Maryhauser, conseiller de légation.

Le chancelier a quitté Paris à 19 h. 20 par l'Orient-Express à la gare de l'Est. Il a été salué sur le quai de la gare par M. Arnavon, chef du cabinet du secrétaire général de la Conférence de la paix, et les officiers de la mission interalliée.

Quelques minutes avant le départ, le

chancelier de la délégation tchéco-slovaque ont, en outre, signé une convention relative à la protection des minorités dans la Tchéco-Slovaquie.

RÉUNION DU CONSEIL SUPRÊME

Pendant ce temps, le Conseil suprême tient une séance dans la salle de l'âge de pierre.

Dans cette réunion, le Conseil suprême a poursuivi, sans aboutir encore, l'étude de la réponse de l'Allemagne à la note des Alliés relative à l'article 61 de la Constitution allemande. Les « Cinq » sont, dit-on, très divisés sur la décision à prendre. Tandis que du côté français on est partisan du maintien de l'attitude énergique adoptée, Anglais et Américains seraient disposés à des concessions ; quant à M. Tilton, il se serait rétracté. On continuera aujourd'hui la question de l'achèvement a fait également l'objet d'échanges de vues. Enfin, la remise du traité à la délégation bulgare a été fixée aux premiers jours de la semaine prochaine.

A midi 10, la séance du Conseil suprême est terminée. M. Clemenceau et les derniers délégués quittent le château. M. Balfour sort le dernier ; le public fait une chaude ovation à M. Clemenceau, qui remercie en saluant.

A midi 20, la cérémonie est terminée. Le peloton d'honneur quitte le château, et celui-ci reprend bientôt sa physionomie habituelle.

A l'occasion de la signature de la paix, l'administration des P. T. T. a ouvert au château de Saint-Germain des services qui ont fonctionné à la satisfaction générale, sous la haute direction de MM. Labadie, directeur, et Bousvay, inspecteur. L'organisation et l'exécution en ont été parfaites. A signaler plus particulièrement la tâche difficile du service postal, qui a eu à expédier environ 40.000 correspondances.

CE QUE DISENT

MM. ANTONESCO ET VESNITCH

On sait que les délégations roumaine et yougo-slave ne se sont pas présentées à la cérémonie de la signature.

M. Antonesco, ministre de Roumanie à Paris, a fait au sujet de cette abstention, la déclaration suivante :

— Nous ne sommes pas allés à Saint-Germain, parce que nous avons reçu des instructions formelles de notre gouvernement de ne pas signer le traité si l'article 60, tel qu'il est conçu, porte atteinte à la souveraineté de l'Etat roumain, et à ses intérêts économiques et politiques.

M. Vesnitch, ministre plénipotentiaire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, a déclaré :

— La délégation yougo-slave, après avoir pris connaissance du traité, a jugé nécessaire d'en référer à son gouvernement avant de prendre une décision. C'est le gouvernement qui décidera.

LE COLONEL HOUSE DE RETOUR A PARIS

Le colonel House est rentré inopinément à Paris, venant de Londres. Son arrivée au jour même de la signature du traité avec l'Autriche ne laisse pas de causer quelque surprise dans les milieux diplomatiques.

On sait qu'on avait annoncé le départ très prochain du colonel House pour les États-Unis.

M. Polk continue à rester à la tête de la délégation américaine, jusqu'à ce qu'aient été réglés tous les traités et accords auxquels cette délégation doit participer.

BOREALE

UNIQUE pour Laver

Linge et Tissus

POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE

VIF DÉBAT A LA CHAMBRE SUR LA RÉFORME ÉLECTORALE

Il est décidé, à deux voix de majorité, que le département de la Seine ne formera qu'une seule circonscription,.... mais ce vote n'est peut-être pas définitif.

L'amendement Barthe tendant à établir la proportionnelle intégrale est adopté par la commission du suffrage universel.

La Chambre a repris, hier matin, la discussion des sectionnements électoraux. Au cours d'un débat parfois très vif, après avoir repoussé, par 213 voix contre 214 après pointage, c'est-à-dire à deux voix de majorité, l'amendement de M. Peyroux qui tendait au sectionnement du département de la Seine, elle a abordé l'examen de l'amendement de M. Barthe qui a pour objet de substituer au système électoral récemment adopté le scrutin de liste avec application de la proportionnelle intégrale.

M. Barthe soutint que, dans sa rédaction actuelle, la loi du 12 juillet 1919 était une loi d'injustice, de confusion et d'immoralité.

Elle est injuste, dit-il, parce qu'elle permet, dans certains cas, à la majorité plus un des électeurs d'avoir tous les sièges, alors qu'une importante minorité n'en aura aucun ; parce que, dans d'autres cas, un tiers seulement des électeurs obtiendra les deux tiers des sièges. C'est une loi de confusion, parce que, pour obtenir la plus forte moyenne, il y aura des coalitions entre les partis d'opinions les plus diverses. C'est une loi immorale, parce que, pour avoir les quelques centaines de voix qui peuvent assurer la majorité absolue, on dépensera l'argent sans compter. Au nom de la commission, M. Desoye demanda la disposition de l'amendement :

— La loi que nous discutons vise les sectionnements électoraux et les frais des élections, dit le rapporteur, elle n'a pas pour objet de modifier la réforme votée. Ne la compliquons pas par des dispositions que le Sénat repousserait !

M. Desoye déclara, d'ailleurs, que l'amendement Barthe pourrait faire l'objet d'une proposition spéciale que la commission examinerait et rapporterait dans le plus bref délai.

Très applaudi sur de nombreux bancs, M. Renaudot demanda des précisions :

— Oui ou non, s'écria-t-il, la commission est-elle prête à rapporter dans un délai extrêmement rapproché l'amendement Barthe, qui deviendra une proposition de loi spéciale ? Je préfère, pour moi, la loi actuelle à un retour au scrutin d'arrondissement, qui serait un déshonneur pour le Parlement. Mais nous ne nous sommes pas interdits d'améliorer la loi.

M. Alexandre Varenne, président de la commission, déclara que la commission se réunirait l'après-midi même.

M. Bracke convia la Chambre à voter l'amendement Barthe. Puis, comme il y avait encore quatre orateurs inscrits, la suite de la discussion fut renvoyée à ce matin. — LÉOPOLD BLOIS.

Des rectifications de vote sur l'amendement Peyroux

Après la proclamation du vote sur l'amendement Peyroux, un certain nombre de députés ont déclaré rectifier le vote qu'on leur avait fait émettre. La minorité de deux voix se transformerait ainsi en majorité.

Le résultat proclamé en séance étant toujours acquis, il semblerait qu'une discussion ou seconde lecture sera demandée, avant le vote sur l'ensemble, afin de permettre à la Chambre de revenir sur sa décision concernant le non-sectionnement du département de la Seine, qui a, rappelons-le, cinquante-quatre députés à élire.

A l'ouverture de la séance de l'après-midi, M. André Lefèvre, d'ailleurs, protesta contre le vote qu'on lui avait fait émettre le matin, déclarant avoir voté pour l'amendement Peyroux. Des bulletins bleus à son nom auraient été déposés dans l'urne pour changer son vote.

— Ce n'est pas la première fois que le

fait se produit, a dit le député des Ardennes-du-Rhône. J'ai tenu à protester à tribune contre de pareilles manœuvres qui se considéraient comme excessives.

La commission du suffrage universel se rallie à l'amendement Barthe

La commission du suffrage universel, adoptée hier après-midi, l'amendement Barthe tendant à l'application, aux prochaines élections législatives, du scrutin de liste avec proportionnelle intégrale.

D'après ce texte, la répartition des sièges serait faite entre les listes de la manière suivante :

1° Il serait attribué à chaque liste un nombre de sièges qui sa moyenne contient de la quotient électoral.

2° Les sièges restant à pourvoir seraient attribués aux listes qui, après ces attributions, présenteront les plus forts restes.

La Commission a également adopté l'amendement de M. Vandamme relatif aux élections partielles.

Aux termes de cet amendement, ces élections n'auraient lieu que dans les départements comprenant au moins dix députés lorsqu'il y aurait un siège vacant ; dans les départements de quinze à vingt députés lorsqu'il y aurait au moins deux sièges vacants ; dans les départements comprenant plus de vingt députés lorsqu'il y aurait au moins trois sièges vacants.

Dans les autres cas, on attendrait le renouvellement général.

LA CHAMBRE DISCUTE LES CLAUSES ÉCONOMIQUES DU TRAITÉ DE PAIX

La discussion du traité de paix n'avait guère.

Trois orateurs ont tenu hier après-midi la séance. M. Puchet, rapporteur des clauses économiques du traité, a fait un exposé sur les dernières, en soulignant notamment les avantages. Il a rappelé qu'en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit entre l'Allemagne, d'une part, et l'Allié, d'autre part, les tarifs les plus réduits de 1914 sont concédés aux puissances alliées pendant six mois pour tous les produits, pendant trois ans pour un certain nombre de ceux-ci, notamment les vins et qu'enfin, pendant cinq ans, avec droit de prorogation pendant vingt-cinq ans, les bénéfices de la part de l'Allemagne à réintégrer la nation la plus favorisée.

Incidentement, M. Puchet a fait allusion au déficit d'exploitation de nos grands services publics. Et une de ses déclarations a retenu l'attention de la Chambre.

Pour les chemins de fer, après l'adoption de l'échelle des nouveaux traitements, déficit serait ainsi de 1.240 millions par an. Et, pour le compléter, nous devrions nous tendre à un relèvement de tarif de 139 millions.

M. Vincent Auriol exprima les regrets de ne pas voir dans le traité les garanties solidaires entre alliés et la répartition des charges de la guerre, estimant, en effet, que l'Allemagne sera bien d'être de faire face à la totalité de ses obligations. M. Léon Perrier traita la question du charbon. Il estime que nous pourrions réaliser une économie sur la production charbonnière de l'Allemagne, ce qui ne serait d'autant plus dû que l'ennemi avait exploité nos mines du Nord et du Pas-de-Calais.

M. Lefas demanda, d'autre part, des précisions sur le régime de la Sarre.

M. Louchet, ministre de la Reconstruction industrielle, répondra cet après-midi.

LA GREVE DES EMPLOYÉS COMMUNAUX

Elle continue malgré les offres d'arbitrage du ministre de l'Intérieur pour l'application d'un accord.

Cette seconde journée de grève n'a guère apporté de changement dans la situation, sauf dans quelques mairies, où les employés des bureaux ont dû suivre le mouvement, qui est général dans les services extérieurs. A Asnières, seules les déclarations de décès sont enregistrées. A Clichy, il y a eu quelques discussions assez vives entre grévistes et non-grévistes ; de même à Saint-Mandé. A Neuilly, les services des bureaux fonctionnent.

A la Bourse du travail Le conseil syndical et le comité de grève se sont réunis, hier matin, à la Bourse du travail et ont décidé de continuer la grève jusqu'à ce que les délibérations des 78 conseils municipaux, adoptant dans son inté-

gralité le statut-type, soient parvenues au comité de grève, qui en demandera l'application immédiate à M. le préfet, et que les fonds nécessaires aient été remis à la disposition des municipalités, soit par voie de bons communaux, soit par tout autre moyen financier.

Au ministère de l'Intérieur

L'après-midi, M. Pams, ministre de l'Intérieur, a reçu les maires des commu-

CONGO SAVON DU CONGO

BLANCHEUR-TEINT VICTOR VAISSIER



DES MILITAIRES TIENNENT LIEU DE CROQUE-MORTS EN BANLIEUE

Jeudi 11 septembre 1919

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

EN ANGLETERRE

LES TRADE-UNIONS VOTENT
UNE RÉOLUTION RÉCLAMANT
LA NATIONALISATION DES MINESM. Smillie, leader des mineurs et
auteur de la proposition, invo-
que le bien-être de toute la
classe ouvrière.GLASGOW, 10 septembre. — Au Congrès
des Trade-Unions, M. Smillie a proposé de
rejeter le projet du gouvernement relatif
à l'administration de l'industrie du charbon,
et a demandé au Congrès d'appuyer
la proposition de nationalisation des mines
recommandée par la commission
Sankey.La résolution prévoit, en cas de néces-
sité, la convocation d'un congrès spécial
pour décider des mesures à prendre pour
obliger le gouvernement à accepter le rap-
port.Après avoir donné un aperçu des pertes
de vies dans les mines au cours des vingt
dernières années, M. Smillie a dit que les
mineurs ne sont pas satisfaits du bien-être
de la communauté entière de la classe ou-
vrière.La résolution Smillie a été adoptée par
4.000.000 voix contre 77.000.

Un démenti roumain

Pas de paix séparée avec la Hongrie

Le Bureau de Presse roumain nous com-
munique la note suivante :
« Une campagne de fausses nouvelles a
lieu actuellement contre la Roumanie, et
l'on a fait circuler le bruit de pourparlers
de paix séparée avec la Hongrie.
« Le démenti le plus catégorique est
donné à ces affirmations, qui sont en con-
tradiction avec tout le passé de loyauté et
de dévouement de la politique roumaine à
l'égard des Alliés. »

En Hongrie

La situation économique s'aggrave
ZURICH, 10 septembre. — La situation
économique en Hongrie est très grave.
Presque toutes les fabriques ont fait
faillite, le nombre des sans-travail est in-
calculable. D'autre part, les ouvriers ne se
montrant pas pressés de travailler, on
cherche à leur faire travailler plus vite.
Les salaires sont très bas, et on n'a pu en
payer plus de 200.La situation politique demeure incertaine
BALE, 10 septembre. — On mande de Bu-
dapest :
M. Garany est arrivé à Budapest afin
de négocier avec les politiciens bourgeois
sur la situation générale. On espère qu'il
réussira enfin à constituer, éventuellement
avec M. Friedlich, un ministère qui soit
reconnu par l'Entente.Le président du conseil Friedrich, revenant
d'un voyage de deux jours dans les
pays transdanubiens, a déclaré à de nom-
breuses délégations que le gouvernement
se tenait au point de vue de créer une
Hongrie chrétienne, et cela en complet ac-
cord avec l'Entente.

La Suisse

et la Société des Nations

BERNE, 10 septembre. — La commission
du conseil national pour la Société des Na-
tions a terminé aujourd'hui ses délibé-
rations.
Elle a décidé par un vote final, qui a
donné 21 voix pour et 1 voix contre, de
proposer au conseil national l'entrée de la
Suisse dans la Société des Nations.Les deux membres socialistes de la com-
mission, un catholique et le député baïlé
Gelpke n'appartenant à aucun parti, ont
voté contre.

En Espagne

La lutte des partis continue
MADRID, 10 septembre. — Il se confirme
que le roi rentrera à Madrid sous peu pour
présider le conseil des ministres et signer
le décret d'amnistie.La campagne des mauristes et des car-
listes contre le cabinet continue. Dans une
déclaration faite hier aux journaux, le
président du Conseil, M. Sanchez y Poca,
après avoir marqué l'effort fait par le gou-
vernement pour régler les conflits actuels
et pour arriver à présenter aux Cortes un
budget de reconstitution nationale, a ajouté :
« Nous croyons qu'en agissant ainsi nous
gouvernons non pas d'après les principes
de ceux qui estiment qu'on doit autre-
ment gouverner, mais en conformité avec
les idées de ceux qui estiment, comme moi,
que l'action gouvernementale doit se con-
former aux idées et aux nécessités du
temps présent. »Le calme règne à Barcelone
MADRID, 10 septembre. — Le sous-secré-
taire d'Etat à l'Intérieur a déclaré que la si-
tuation était redevenue absolument calme à
Barcelone. Le travail a repris partout et
l'ordre règne. M. Amado, le gouverneur de
la ville a été acclamé.

La fuite de l'infant

Antoine d'Orléans

MADRID, 10 septembre. — Selon des in-
formations venues de Séville, les deux
enfants qui accompagnent l'infant
Antoine d'Orléans seraient des athlètes dé-
cédés à la défense coûte que coûte. Les
légionnaires, qui sont armés, disposeraient de
perceuses et de trépanneuses. On con-
firme que les fuyards comptent s'enhar-
quer dans un port portugais pour aller à
Gènes.

Timbres commémoratifs

de la Victoire

La commission des postes et télégraphes
a adopté un rapport de M. Jules Brunet
favorable à la création d'une série de
timbres-poste commémoratifs de la
Victoire.
D'autre part, la commission a décidé la
création de timbres-poste commémoratifs de
la Victoire.

AUX ETATS-UNIS

LE PRÉSIDENT WILSON FAIT
APPEL AUX FINANCIERS
POUR AIDER L'EUROPEMais la thèse qu'il développa
ne soulève, à Minnesota,
qu'un fort médiocre
enthousiasme.NEW-YORK, 10 septembre. — Le prési-
dent Wilson, parlant hier devant la Cham-
bre des députés de Minnesota, s'est parti-
culièrement appuyé sur la situation
financière mondiale. Il a déclaré qu'à son
avis plusieurs générations passeraient
avant que les gouvernements des pays
étrangers puissent s'acquitter de l'énorme
fardeau des dettes de guerre accumulées.
Il a ajouté qu'à cet égard la situation
financière de l'Amérique était de beaucoup
la plus favorable : « Les Etats-Unis, a-t-il
dit, sont véritablement le seul Etat
qui aura des capitaux disponibles pour
venir en aide au monde industriel. »Le président Wilson insistait, en outre, sur
la nécessité, pour les Etats-Unis, de venir
financièrement en aide aux autres nations.
On doit toutefois reconnaître que la thèse
qu'il développait à ce sujet souleva fort peu
d'enthousiasme.Le rapport sur le traité a été
déposé hierNEW-YORK, 10 septembre. — La commis-
sion des Affaires extérieures a déposé, au-
jourd'hui, au Sénat, son rapport sur le
traité de paix.
Le sénateur Hitchcock, leader démocrate,
a déclaré aujourd'hui qu'il était prêt à
passer un compromis avec les républicains
sur la base de l'acceptation des réserves.
S'il est démontré que cette méthode est la
seule pouvant amener le Sénat à ratifier le
traité. Toutefois, M. Hitchcock n'a pas dis-
simulé qu'il continuait à s'opposer à l'ac-
ceptation même des réserves, et il n'aban-
donnera la position d'intransigeance prise
jusqu'ici par lui qu'autant qu'il sera dé-
montré que les républicains sont assez forts
pour empêcher la discussion d'aboutir si
une satisfaction partielle ne leur était don-
née.

A Boston, grève des policiers

NEW-YORK, 10 septembre. — La grève
des policiers de Boston est pratiquement
générale ; 1.500 agents ont cessé le travail.
Les émeutes se sont poursuivies durant
toute la nuit. Des magasins ont été pillés
et de nombreuses femmes attaquées.
Les dommages matériels peuvent être
évalués à près d'un million de dollars. Si
le calme ne se rétablit pas, il se pourrait
que la loi martiale fût proclamée dès ce
matin.

Après la signature

BERNE, 10 septembre. — D'après un radio
allemand, le chancelier Renner, des son re-
tour à Vienne, a l'intention de reconstituer
son cabinet. Il essaiera de créer un minis-
tère de coalition. Le ministère de la Guerre
sera sous celui de l'Intérieur. L'union
avec l'Allemagne étant interdite par le
traité de Saint-Germain, il va falloir réviser
la constitution autrichienne.On estime que l'Assemblée nationale rati-
fiera la paix avant la fin du mois.M. Malvy ne veut pas être
amnistiéM. Aldy, président de la commission
de la Chambre chargée d'examiner le pro-
jet d'amnistie, vient de recevoir de M. Malvy
une lettre par laquelle l'ancien ministre de
l'Intérieur demande à la commission de ne
pas persister dans son initiative de le com-
prendre dans la prochaine amnistie.Le transport "Vinh-Long"
interrompt son voyageTOULON, 10 septembre. — Le transport
de l'Etat Vinh-Long, parti ce soir pour Bi-
zerte et Constantinople, avec un bataillon
du 93^e de ligne, vient d'informer la préfec-
ture maritime qu'il a été arrêté par les pa-
rages dans les machines, qui ont mis le ba-
timent dans l'impossibilité de continuer sa
route.Les grands remorqueurs Miron et Hercu-
le sont envoyés au secours du Vinh-Long
pour le ramener sur rade.Le "Marathon" s'échoue
à la suite d'une collisionLONDRES, 10 septembre. — Le paquebot
britannique Marathon, revenant d'Australie
avec des passagers et un carpaïs, est
entré en collision avec le paquebot japonais
Heijun Maru, dans la Manche, par suite du
brouillard.Le paquebot japonais, légèrement en-
dommagé, s'est dirigé sur Londres.
Le Marathon s'est jeté à la côte près de
Dungeness et ne peut couler.Les cheminots de Metz
se mettent en grèveMetz, 10 septembre. — Depuis 14 heures,
les trains en formation ne quittent plus
notre gare.Les cheminots de Metz, au cours d'une
réunion tenue dimanche, ont réclamé le
renvoi du chef de dépôt des locomotives
de Salbris et ont menacé de se mettre en
grève si ce renvoi n'était pas prononcé.Cet ultimatum a été mis à exécution au-
jourd'hui : cet après-midi, aucune locomoti-
ve n'a pu quitter le dépôt.La gare est encombrée, les voyageurs ne
pouvant partir.

Le "R-33" à Saint-Cyr

Le grand dirigeable rigide anglais R-33,
venant d'Amsterdam, est attendu cet après-
midi à Saint-Cyr. Il repartira aussitôt pour
l'Angleterre. (Petit Parisien.)

EN ALLEMAGNE

« LES INDÉPENDANTS DOIVENT
REFUSER DE COLLABORER
AVEC LE GOUVERNEMENT »Telle est la thèse soutenue par
leur chef, M. Haase, qui admet
une diminution de l'idée
révolutionnaire.BALE, 10 septembre. — On mande de
Berlin :
Dans la séance d'hier après-midi de la
Conférence d'empire des socialistes indé-
pendants, M. Haase a dit notamment, rela-
tivement à la situation politique :
« Le gouvernement, qui ne se maintient
au pouvoir que grâce à l'aide de l'état de
siège, prétend en réalité représenter la dé-
mocratie, mais il ne représente que la dic-
tature déguisée de la classe dominante. »« Une certaine indifférence est apparue
dans les masses populaires, et les avan-
tistes ont reconnu une diminution de l'opini-
on révolutionnaire, bien que la détresse
économique devrait conduire au renforce-
ment du principe révolutionnaire. Mais il
faut compter sur une longue durée du
mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi
le parti indépendant ne doit pas renoncer
à se servir de l'efficacité parlementaire, ni
boyconter les élections. »Aussi longtemps que subsistera la so-
ciété allemande, il faut, par un travail pré-
paratoire dans le Parlement et au sein du
prolétariat, chercher à créer des conditions
favorables de lutte.« En ce qui concerne la participation au
gouvernement, il ne faut pas compter sur
la collaboration avec le gouvernement de
l'Empire sous l'égide de la Constitution ac-
tuelle. »« On pourrait répondre à une offre polie de
collaboration, en présentant à l'acceptation
le programme complet de travail du parti,
mais ce serait une question de forme, car
le refus doit être maintenu avant tout. »« La tâche du parti doit être de renforcer
la conscience révolutionnaire et d'utiliser
la situation dans l'intérêt des buts révo-
lutionnaires. »

Pas de résistance à l'Entente

BALE, 10 septembre. — On télégraphie
de Berlin :
Le gouvernement d'Empire n'opposera
aucune résistance à l'ultimatum de l'Enten-
te. La réponse sera envoyée avant la
fin de la semaine à l'Assemblée nationale
convoquée en session extraordinaire la se-
maine prochaine, modifiera l'article 60 de
la Constitution.Le palais du Reichstag est prêt
à recevoir l'Assemblée nationaleBALE, 10 septembre. — On mande de Ber-
lin à la Gazette de Francfort :
Les travaux préparatoires pour le trans-
fert de l'Assemblée nationale à Berlin sont
terminés. Le bureau de l'Assemblée se
trouve déjà dans le palais du Reichstag,
qui est complètement restauré.Dans la soirée, les commissions s'as-
sembleront à Berlin. L'aménagement du bâti-
ment n'a pas été modifié. Le monument de
Guillaume I^{er} se trouve encore dans les
couloirs. Le siège présidentiel conserve les
armes impériales.La Prusse va offrir l'autonomie
à la Haute-SilésieLONDRES, 10 septembre. — On mande de
Berlin, 9 septembre, au Times :
Le gouvernement prussien, au début de
la séance du 18 septembre de l'Assemblée
nationale de Prusse, déposera un projet
accordant à la Haute-Silésie l'autonomie
provinciale. Il espère ainsi regagner les
sympathies qu'il a perdues récemment en
Haute-Silésie.

Sur le front russe

STOCKHOLM, 10 septembre. — Le Svenska
Dagbladet reçoit de son correspondant à
Helsingfors la nouvelle que douze avions
anglais ont exécuté un nouveau raid sur
Cronstadt dans la nuit du 6 au 7.Outre les appareils de bombardement,
des avions de combat y ont pris part afin
de prévenir une attaque possible des aéro-
plans ennemis.L'heure actuelle, on ne connaît pas le
résultat du raid.Aujourd'hui M. Caillaux
sera transféré à NeuillyComme suite à la requête adressée à la
commission d'instruction par les avocats
de M. Caillaux, et à la lettre que M. Péro,
président de la commission a envoyée au
général des sceaux, ministre de la Justice,
le transfert de l'ancien président du Conseil
a été décidé.M. Caillaux quittera demain la prison de
la Santé pour être dirigé sur une maison
de santé de Neuilly.A la Villette, le mouton
est en baisse légèreUne note officielle enregistrée avec une
évidente satisfaction par les bouchers,
agissant d'accord avec le ministre du Ra-
vitailllement, ont obtenu, ces jours derniers,
les résultats suivants :Aux abattoirs, les prix du mouton, pour
la période du 5 au 8 septembre, ont diminué
par kilo, de fr. 35 à fr. 34, par rapport
aux prix de la période du 2 au 4.Ces prix oscillent, suivant qualité, entre
3 et fr. 05 le kilo — ce qui est encore
coûteux.

La soirée de boxe

Hier soir, à la salle Wagram, Léon Bernstein,
qui, au pied levé, remplaçait l'Anglais Starmer,
fut mis hors de combat à la troisième repré-
sentation. Le public manifesta au sujet de
l'absence du boxeur anglais, absence d'ailleurs
purement imputable aux organisateurs, qui
avaient reçu l'engagement formel de l'ancien
champion anglais. Avant ce match, Verne et
Blazy firent un match en dix reprises.

La Coupe Schneider

LONDRES, 10 septembre. — Le départ de
la course internationale d'hydroplanes, qui
devait avoir lieu aujourd'hui à Bourne-
mouth, a dû être différé par suite du
brouillard. Si l'état de l'atmosphère ne
change pas ce soir, la course pour la Coupe
Schneider ne se disputera que demain.Dans ce cas, le « Newport », qui avait
été endommagé à Cowes, et que montait le
pilote le lieutenant Cazale, pourra partici-
per à l'épreuve.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE PRÉSIDENT MARTHINION

par Miguel ZAMACOIS

— Soyez bref, n'est-ce pas, maître, dit le
président de la correctionnelle, généralement
paternelle et bonhomme. A M^r Cordonnet, avo-
cat du sieur Porgelat, accusé d'avoir battu
sa femme au cours d'une scène de ménage.
Soyez bref, l'audience est très chargée...— Il n'y a pas que l'audience qui soit
chargée, répliqua M^r Cordonnet, qui avait bec
et ongles. Chargé, je le suis aussi. Monsieur
le président, et d'un devoir sacré. Celui de dé-
fendre un innocent... Avec la permission du
tribunal, je disposerai donc du temps strictement
nécessaire à l'établissement de la vérité.Le président n'aimait pas les petites leçons :
— C'est que vous ne passez pas, maître,
dit-il d'un ton gouillard, pour être ménager
de vos paroles !— Cela pourrait prouver, poursuivit tran-
quillement l'avocat, que les arguments psycho-
logiques et juridiques affluant dans mon esprit
plus abondamment que dans celui d'un autre.— Interprétation originale de votre pro-
ximité, qui vous est toute personnelle, maître !— Je remercie le président de me recon-
naître en même temps de l'originalité et de la
personnalité ; c'est un correctif flatteur à une
boutade que regrette certainement sa courtoisie
bien connue.Le président se tourna alternativement vers
ses deux assesseurs, accompagna d'un geste
découragé ce marmonnement : « Ça pourrait
durer dix ans ! » et dit à haute voix :
— Assez de préambules, venons à la
cause.La cause ? Elle était simple comme bon-
jour. Porgelat était un brave homme, doux,
tranquille, facile à vivre, marié à une mégère
quintessence et violente. Patiemment, pendant
quinze ans, il avait supporté ses caprices et ses
colères injustifiées, et puis un jour, exaspé-
ré, il lui avait envoyé une de ces lettres si-
lencieuses, où la tapageuse crise de nerfs. Entre
les deux, Mme Porgelat avait choisi la crise
de nerfs tapageuse, plus propice à sa ven-
geance. Les voisins s'étaient en effet, ameu-
rés, elle leur avait montré des noirs qu'elle
s'était faits en tombant dans l'escalier de la
cave, et toutes lui avaient offert de lui servir
de témoins à charge contre son abominable
époux.Bien qu'il fût excellent homme, et d'esprit
intègre, le président Marthinion, vexé de
n'avoir pas eu le dernier dans son escarmou-
che agressive avec M^r Cordonnet, était tout
disposé à faire supporter au client les té-
moins douteux eurent affirmé sous la foi du
serment que lorsqu'ils avaient pénétré dans le
logement de Porgelat celui-ci tenait un
énorme manche à balai (comme si les manches
à balai n'étaient pas tous à peu près du même
calibre) et s'échappait sur sa victime, qui de-
mandait grâce, se montrait-il peu disposé à
prolonger les débats :— Voyons, maître, dit-il avec une nuance
d'impatience, la cause est entendue ?— Puisque la cause est entendue, répon-
dit M^r Cordonnet, il me sera bien permis de
me faire entendre à mon tour... Car je pré-
tends, messieurs, qu'il n'y a pas de petites
causes : il n'y a que de petits juges et de pe-
tites consciences ! Je prétends qu'un tribunal
la justice aussi minutieuse, aussi attentive,
à l'accusé du délit puéril qu'à celui du crime
capital... Porgelat, l'enquête l'a démontré,
est un homme inoffensif, réservé, timide ; il
avait lui-même, non pas avoir frappé sa
femme avec un bâton, ainsi que l'affirmait
faussement des commères par esprit classique
de solidarité féminine, mais lui avoir donné un
soufflet, un vulgaire soufflet, lequel, soit dit
entre nous, était loin de représenter les inté-
rêts d'une amonition de quinze années aussi
justifiée... Je vous le demande, messieurs, le-
quel de nous, en butte aux tracasseries véhé-
mentes d'une femme insupportable, n'a jamais
eu, l'espace d'un éclair, la tentation d'accorder
à son exaspération le soulagement d'un
geste frappeur ? Et si j'invoque seulement
votre mémoire ancienne, c'est qu'il ne meconvenait pas, par respect de la vie privée, de
solliciter le témoignage peut-être plus récent de
pénibles agitations domestiques...Celle allusion, nullement déguisée, à la dis-
corde qui régnait à l'état habituel dans le mé-
nage du président Marthinion, du fait du ca-
ractère épouvantable de Mme Marthinion, qui
était de notoriété publique au Palais, amena
un minimum prudent de sourire sur les
lèvres des assesseurs. Le président, lui, feignit
de ne pas comprendre : à la suite d'une scène
particulièrement orageuse, sa femme s'était re-
tirée chez sa mère, et, comme il menait depuis
six semaines une existence douce et tranquille
de garçon, il voulait oublier, dans un esprit
d'impartialité, ses propres rancunes matrimo-
niales :— Rien, absolument rien, dit-il, ne justifie
les voies de fait... Ou lions-nous, ou irait la
société, si...
— Une remue-ménage interrompit brusquement
l'admonestation présidentielle : incommode par
la chaleur, le doux Porgelat venait de se trou-
ver mal :— Soignez-le, et ouvrez les fenêtres. On
étouffe... Nous reprendrons l'audience dans un
quart d'heure.A peine était-il sorti de la salle qu'un gar-
çon vint apporter une carte au président... Une
dame le demandait d'urgence dans le petit sa-
lon de réception. Il regarda la carte : c'était
sa femme ! Elle l'attendait, agitée, rouge de
fureur, les yeux hors de la tête :— J'arrive par le train de trois heures sept,
s'écria-t-elle abruptement, et je n'ai pas voulu
attendre jusqu'à ce soir pour te faire maçon
de penser ! Alors, comme ça, tu supports que
je sois six semaines absente sans m'envoyer
un mot pour m'engager à revenir ? Parbleu, je
comprends ! Pendant ce temps-là, monsieur,
délivré de son boulet, s'amuse et fait la fête !
Un magistrat, c'est du propre !— Je t'en supplie, Clémence, ne crie pas
si fort, suppliait le président, ce n'est ni le
moment ni le lieu pour me faire une scène...
— Une scène ! Une scène ! C'est le mot
que vous avez inventé, vous autres hommes,
pour ridiculiser les réclamations et les plaintes
justes de nos femmes !... De reste, tu ne m'as
jamais aimé ! Seulement, comme tu étais am-
bitieux, que tu voulais te pousser dans la ma-
giistrature, et que papa était sénateur et in-
fluent, tu t'es dit :— Menacé, elle hurlait tout cela sous le
nez de son mari, lequel, inquiet et agacé par
la pensée du scandale, sentait la coïre l'en-
vahir :— Tais-toi, Clémence ! Tais-toi ! répé-
tais-tu, s'efforçant de calmer la virago... Nous
nous expliquerons à la maison...
— Mais Mme Marthinion avait perdu tout
équilibre, et continuait à l'invectiver sur un
diapason qui confinait à présent à la vociféra-
tion :— Tais-toi ! s'écria enfin le président hors
de lui en levant la main, ou sans ça, je te...
Il va me battre ! Il va me battre ! Il
m'a battu ! baboula la dame, qui se jeta sur
la porte, et se fureur, hagar, suffoquant de stu-
péfaction et de fureur.Trois minutes après, le président Marthinion,
encore un peu pâle et un peu tremblant,
la toge un peu en désordre, se rasseyait dans
son grand fauteuil, et ayant pris hâtivement
pour la forme, l'avis des juges :— Vous êtes remis, mon brave Porgelat ?
dit-il à l'inculpé d'une voix où il y avait à
présent de la compassion... Allons, tant mieux...
L'audience est reprise... Qu'est-ce que je di-
sais donc avant la suspension ? Ah ! oui... Je
disais que rien ne justifie les voies de fait...
mais, allais-je ajouter, il y a des circonstances
particulières où la responsabilité d'un homme
peut être considérablement atténuée par des
provocations exaspérantes, et où la gille appar-
tient comme un simple réflexe défensif du sys-
tème nerveux à bout de résistance... C'est
notre cas, Porgelat... Allez-vous-en, rentrez
chez vous, et ne recommencez... qu'à la der-
nière extrémité !

Miguel ZAMACOIS.

(Traduction et reproduction réservées.)

La grève générale
proclamée à MarseilleMARSEILLE, 10 septembre. — La réunion
générale des corporations qui a eu lieu ce
soir à la Bourse du Travail s'est terminée
par le vote d'un ordre du jour proclamant
la grève générale, document dont voici le
passage essentiel :« En Allemagne, en Espagne, en Italie,
en Angleterre, en Suisse, etc., la journée
de huit heures est un fait accompli.
« En France, flambeau de la civilisation,
pays de la révolution de 1789, de 1830, de
1848, cette réforme est à l'état squelet-
tique. Il faut que cela cesse. Nous ne vou-
lons plus de promesses. Aux actes ! A l'ac-
tion ! Tous pour un ! Un pour tous ! »« Sur ces considérations, la réunion décide,
en pleine connaissance de cause, d'entrer
dans la lutte à partir du 11 septembre 1919,
et prononce la grève générale de toutes les
corporations faisant partie du cartel mar-
sillais. »Les assistants envoient un hommage ému
de condoléances aux victimes du travail de
l'accident du Dumbéa et se séparent avec
ce cri : « Vive l'émancipation des tra-
vailleurs par les travailleurs eux-mêmes ! Vive
l'internationalisme ouvrier ! Vivent les huit
heures ! »Dans la matinée, les dockers avaient ré-
pondu aux nouvelles propositions patronales,
rejetées déjà par le cartel interdépartemental,
et, à l'unanimité moins deux voix, avaient
décidé de continuer la grève en « donnant
mandat impératif à leur commission exé-
cutive de ne plus accepter de nouvelles
entrevues que pour entendre une solution
définitive accordant la journée de 20 francs
pour les huit heures de travail, et la sup-
pression des heures supplémentaires. »La thèse des dockers marseillais a d'ail-
leurs reçu l'approbation complète des délé-
gués des ports et docks, qui, réunis à Lyon,
ont voté à l'unanimité une résolution fixant
à 20 francs le salaire de la journée de huit
heures.Grave accident
dans un bassin de radoubMARSEILLE, 10 septembre. — Ce matin,
au bassin de radoub, le paquebot Dumbéa,
qui s'y trouvait en réparation, a par suite
d'une circonstance encore inconnue, cha-
vigné, puis s'est complètement affaissé, en-
traînant avec lui les ouvriers qui travail-
laient à son bord. Il y aurait 2 morts et
15 blessés.

LA POUDRE DE RIZ

MALACÉINE

Extrêmement fine, adhérente, donne à
la peau une agréable fraîcheur ; saine,
légère et durable.

AROME PATRELLE

Donne au houblon
un goût exquise
et une couleur dorée.

Ayuntamiento de Madrid

LE MONDE

LES COURS

— La princesse de La Moskowa, venant de Faribourg, chez l'impératrice Eugénie, est de retour à Paris.

CORPS DIPLOMATIQUE

— Le colonel Popovitch, attaché militaire à la légation de Serbie à La Haye, venant de Belgrade, s'est arrêté à Chamonix avec sa famille.

— S. E. M. Pedro Martin, le nouveau ministre de Portugal près le Saint-Siège, est arrivé à Rome.

— Le comte Van den Steen de Jehay, qui vient d'être nommé ambassadeur de Belgique près le Quirinal, a été reçu, dimanche, en audience officielle par le roi d'Italie, auquel il a présenté ses lettres de créance.

— La comtesse Van den Steen de Jehay, dans quelques jours, en audience privée par la reine.

— M. Juan A. Busto, ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, est attendu à Rome, où il sera l'hôte du gouvernement italien.

INFORMATIONS

— Le cardinal Merrier est arrivé, mardi, à New-York, à bord du Northern-Pacific. Il a été reçu, à son arrivée, par de nombreux dignitaires catholiques, notamment le cardinal Gibbons et l'archevêque Hayes, de New-York.

— Le marquis et la marquise de Rochegude sont au château de Rochegude.

— Mme L. Hardy-Thé, de Talleyrand d'Uriage, se rend à Dinard.

— Le duc et la duchesse de Talleyrand sont au château du Marais.

— Le comte et la comtesse G. de Chérisey sont au château du Verger.

— Le duc et la duchesse de La Trémoille sont à Châteaumarx.

— Le comte et la comtesse de Rosambo ainsi que Mme Jules Ruffe viennent d'arriver à Dinard.

— La princesse Etienne Galitzine est à Evian.

— M. H. Welchsinger, de l'Institut, et Mme H. Welchsinger sont en leur villa de Villavallée.

— Le baron de Coubertin et ses enfants séjournent au château de Coubertin.

— Le duc et la duchesse de Luynes sont rentrés au château de Dampierre.

— La comtesse de Galard et ses enfants sont au château de Galard.

— La marquise de Breuille et ses enfants sont au château de Breuille.

— M. Louis Bringuant occupe de nouveau sa villa de Jouy-en-Josas.

— La comtesse de Brion, née Gramont, est au château de Mauvrières.

— La baronne Edgar Lejeune a passé une quinzaine au château de Rocquencourt.

— M. et Mme de Madrazo, en leur villa de la rue d'Angoulême, à Versailles, ont reçu des amis, ces temps derniers.

— Le marquis et la marquise de L'Aigle sont au château de Franc-Port.

— Le comte et la comtesse Albert de Bertier sont à Compiègne.

— La comtesse Jacques de Waru est de passage à Paris.

— Mme David Cahn est rentrée à Paris.

— La comtesse J. Murat fait un séjour à Compiègne.

— Le marquis et la marquise de Lude sont au château de Longny.

— Brillante réunion, à Plémerel, sur le bel hippodrome situé dans le parc du marquis de La Boissière-Thiessens. Un souvenir ému allait au duc de Rohan, ancien président des courses, mort pour la France.

CITATIONS

— M. Louis Jaurès, aspirant à la 3^e compagnie du 10^e bataillon de chasseurs à pied, mort au champ d'honneur, a obtenu, avec la médaille militaire, la glorieuse citation suivante : l'ordre de l'armée :

« Sous-officier de première valeur. Le 3 juin 1918, attaqué avec sa section par des forces supérieures en nombre, a chargé à la baïonnette, en tête de ses chasseurs. Est tombé glorieusement pour la France. » (A été cité.)

NAISSANCES

— Mme Jacques René-Duméril, belle-fille de M. René Duméril, de l'Académie française, a mis au monde une fille qui a reçu les prénoms de Marie-France.

— Mme Jean Souhard, née d'Aquin, vient de mettre heureusement au monde une fille : Jacqueline.

FIANCEILLES

— Nous apprenons les fiançailles de Mlle Jean Huré, fille du lieutenant-colonel, officier de la Légion d'honneur, sous-chef d'état-major du résident général commandant en chef les T. O. M., et de Mme Huré, avec M. Jacques Moulouquet, ingénieur des Arts et Manufactures, chevalier de la Légion d'honneur pendant la campagne, capitaine au 11^e R. A. C., fils du docteur Moulouquet, officier de la Légion d'honneur et de Mme Moulouquet.

— On annonce les fiançailles du comte Xavier d'Erceville avec Mlle Marie-Thérèse de Vésins, et celles de Mlle de Vésins avec M. Michel de Luc.

— Nous apprenons les fiançailles de Mlle Jehanne Dufour de Gavardie, fille de M. Pierre Dufour de Gavardie, décédé, et de Mme, née Carrièreburd d'Arrière, avec M. Louis de Lesseps Rozan, croix de guerre, avocat à la cour d'appel, fils de M. de Lesseps Rozan, ancien magistrat, et de Mme, née de Solminihac de Channes.

MARIAGES

— Le mariage de Mlle Lina de Montalembert d'Essé avec le baron Louis de Benoist sera célébré le mardi 16 septembre, en l'église de Montfleur (Eure).

— Nous apprenons le mariage de Mlle de Palis, fille du comte de Palis, décédé, et de la comtesse, née Saint-Belin-Malain, avec M. Jean Lally, ingénieur du génie maritime, ingénieur aux Chantiers de la Loire, fils du docteur Lally et de Mme, née Pelonne.

— Une bénédiction nuptiale sera donnée, aujourd'hui, en l'église de Clèves, par Mgr Lally, archevêque d'Avignon.

DEUILS

— Nous apprenons la mort de M. Yvan de Lambert de Boisjan, fils du comte et de la comtesse Guy de Lambert de Boisjan, pieusement décédé à Cannes, à l'âge de vingt et un ans.

— On annonce, de La Rochelle, la mort, à l'âge de soixante-deux ans, de M. Thuninger, inspecteur général des ponts et chaussées.

— Le colonel de Font-Réaulx est décédé à Limoges.

— Mlle Suzanne de Duranti, fille du comte et de la comtesse de Duranti, vient de mourir, à l'âge de vingt ans, à Béziers-Luchon.

— Le capitaine territorial d'artillerie Albert Polinet, croix de guerre, est décédé d'une maladie contractée au front.

— Nous apprenons la mort :

De M. Letellier, conseiller honoraire à la Cour de cassation, ancien président du Conseil général de la Seine-Inférieure, décédé en sa propriété de Saint-Jacques-sur-Darnétal ;

De Mme veuve de Lignères, décédée en son domicile, 4, rue Rosa-Bonheur.

BIENFAISANCE

— Le ministre de la Marine a reçu d'un généreux anonyme un don de 100 francs pour les Petits orphelins de marins tués à la guerre.

Cette somme a été aussitôt transmise à M. le vice-amiral Touchard, président de l'Œuvre des orphelins de la mer.

— La reine des Crèmes, d'un parfum suave et distingué, est irrésistible : vous pouvez donc en faire des provisions dans les Grands Magasins ou chez votre Coiffeur-Parfumeur.

— Le cardinal Merrier est arrivé, mardi, à New-York, à bord du Northern-Pacific. Il a été reçu, à son arrivée, par de nombreux dignitaires catholiques, notamment le cardinal Gibbons et l'archevêque Hayes, de New-York.

— Le marquis et la marquise de Rochegude sont au château de Rochegude.

— Mme L. Hardy-Thé, de Talleyrand d'Uriage, se rend à Dinard.

— Le duc et la duchesse de Talleyrand sont au château du Marais.

— Le comte et la comtesse G. de Chérisey sont au château du Verger.

— Le duc et la duchesse de La Trémoille sont à Châteaumarx.

— Le comte et la comtesse de Rosambo ainsi que Mme Jules Ruffe viennent d'arriver à Dinard.

— La princesse Etienne Galitzine est à Evian.

— M. H. Welchsinger, de l'Institut, et Mme H. Welchsinger sont en leur villa de Villavallée.

— Le baron de Coubertin et ses enfants séjournent au château de Coubertin.

— Le duc et la duchesse de Luynes sont rentrés au château de Dampierre.

— La comtesse de Galard et ses enfants sont au château de Galard.

— La marquise de Breuille et ses enfants sont au château de Breuille.

— M. Louis Bringuant occupe de nouveau sa villa de Jouy-en-Josas.

— La comtesse de Brion, née Gramont, est au château de Mauvrières.

— La baronne Edgar Lejeune a passé une quinzaine au château de Rocquencourt.

— M. et Mme de Madrazo, en leur villa de la rue d'Angoulême, à Versailles, ont reçu des amis, ces temps derniers.

— Le marquis et la marquise de L'Aigle sont au château de Franc-Port.

— Le comte et la comtesse Albert de Bertier sont à Compiègne.

— La comtesse Jacques de Waru est de passage à Paris.

— Mme David Cahn est rentrée à Paris.

— La comtesse J. Murat fait un séjour à Compiègne.

— Le marquis et la marquise de Lude sont au château de Longny.

— Brillante réunion, à Plémerel, sur le bel hippodrome situé dans le parc du marquis de La Boissière-Thiessens. Un souvenir ému allait au duc de Rohan, ancien président des courses, mort pour la France.

— M. Louis Jaurès, aspirant à la 3^e compagnie du 10^e bataillon de chasseurs à pied, mort au champ d'honneur, a obtenu, avec la médaille militaire, la glorieuse citation suivante : l'ordre de l'armée :

« Sous-officier de première valeur. Le 3 juin 1918, attaqué avec sa section par des forces supérieures en nombre, a chargé à la baïonnette, en tête de ses chasseurs. Est tombé glorieusement pour la France. » (A été cité.)

— Mme Jacques René-Duméril, belle-fille de M. René Duméril, de l'Académie française, a mis au monde une fille qui a reçu les prénoms de Marie-France.

— Mme Jean Souhard, née d'Aquin, vient de mettre heureusement au monde une fille : Jacqueline.

— Nous apprenons les fiançailles de Mlle Jean Huré, fille du lieutenant-colonel, officier de la Légion d'honneur, sous-chef d'état-major du résident général commandant en chef les T. O. M., et de Mme Huré, avec M. Jacques Moulouquet, ingénieur des Arts et Manufactures, chevalier de la Légion d'honneur pendant la campagne, capitaine au 11^e R. A. C., fils du docteur Moulouquet, officier de la Légion d'honneur et de Mme Moulouquet.

— On annonce les fiançailles du comte Xavier d'Erceville avec Mlle Marie-Thérèse de Vésins, et celles de Mlle de Vésins avec M. Michel de Luc.

— Nous apprenons les fiançailles de Mlle Jehanne Dufour de Gavardie, fille de M. Pierre Dufour de Gavardie, décédé, et de Mme, née Carrièreburd d'Arrière, avec M. Louis de Lesseps Rozan, croix de guerre, avocat à la cour d'appel, fils de M. de Lesseps Rozan, ancien magistrat, et de Mme, née de Solminihac de Channes.

— Une bénédiction nuptiale sera donnée, aujourd'hui, en l'église de Clèves, par Mgr Lally, archevêque d'Avignon.

— Nous apprenons la mort de M. Yvan de Lambert de Boisjan, fils du comte et de la comtesse Guy de Lambert de Boisjan, pieusement décédé à Cannes, à l'âge de vingt et un ans.

— On annonce, de La Rochelle, la mort, à l'âge de soixante-deux ans, de M. Thuninger, inspecteur général des ponts et chaussées.

— Le colonel de Font-Réaulx est décédé à Limoges.

— Mlle Suzanne de Duranti, fille du comte et de la comtesse de Duranti, vient de mourir, à l'âge de vingt ans, à Béziers-Luchon.

— Le capitaine territorial d'artillerie Albert Polinet, croix de guerre, est décédé d'une maladie contractée au front.

— Nous apprenons la mort :

De M. Letellier, conseiller honoraire à la Cour de cassation, ancien président du Conseil général de la Seine-Inférieure, décédé en sa propriété de Saint-Jacques-sur-Darnétal ;

De Mme veuve de Lignères, décédée en son domicile, 4, rue Rosa-Bonheur.

— Le cardinal Merrier est arrivé, mardi, à New-York, à bord du Northern-Pacific. Il a été reçu, à son arrivée, par de nombreux dignitaires catholiques, notamment le cardinal Gibbons et l'archevêque Hayes, de New-York.

— Le marquis et la marquise de Rochegude sont au château de Rochegude.

— Mme L. Hardy-Thé, de Talleyrand d'Uriage, se rend à Dinard.

— Le duc et la duchesse de Talleyrand sont au château du Marais.

— Le comte et la comtesse G. de Chérisey sont au château du Verger.

— Le duc et la duchesse de La Trémoille sont à Châteaumarx.

— Le comte et la comtesse de Rosambo ainsi que Mme Jules Ruffe viennent d'arriver à Dinard.

— La princesse Etienne Galitzine est à Evian.

— M. H. Welchsinger, de l'Institut, et Mme H. Welchsinger sont en leur villa de Villavallée.

— Le baron de Coubertin et ses enfants séjournent au château de Coubertin.

— Le duc et la duchesse de Luynes sont rentrés au château de Dampierre.

— La comtesse de Galard et ses enfants sont au château de Galard.

— La marquise de Breuille et ses enfants sont au château de Breuille.

— M. Louis Bringuant occupe de nouveau sa villa de Jouy-en-Josas.

LES JEUDIS DE MADO



EXCURSION

Mado adore les voyages, mais a horreur des excursions : concilier ceci et cela, si vous le pouvez. Monsieur, lui, se résout mal à des plaisirs trop sédentaires, et regarde d'un air d'envie les compagnons d'hôtel qui, chaque matin, disparaissent et reparaissent chaque soir, la mine harassée, mais satisfaite, et les vêtements gris de poussière. Il contemple avec une admiration sans bornes la splendide silhouette du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur sacrifice de plus de noblesse, de plus de grandeur encore, que de les laisser dormir au milieu de leurs camarades ? N'est-ce pas la splendide solidarité du champ de bataille qui se continue sous la terre, et ce pauvre mort, que nous ne ramènerons pas, et dont nous viendrons fleurir de temps en temps la sépulture, à la place même où il est tombé, n'a-t-il pas l'air de dire aux autres — aux abandonnés, aux disparus : « Vous voyez, je pourrais m'en aller d'ici. Mais vous y êtes tous, et je reste ? »

« Nos champs de bataille sont des cimetières où gisent, anonymes, des centaines de milliers de morts. Parmi ces morts, au-dessus desquels n'a pu être inscrit aucun nom qui les désigne, il y a les « privilégiés », dont on sait la place et sur la tombe de qui l'on peut venir prier. N'est-ce pas parer leur

